

**CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT  
RAPPORT DE GESTION  
POUR LES PÉRIODES DE TROIS MOIS TERMINÉES LES 31 OCTOBRE 2008 ET 2007**



CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT  
GROUPE MERCATOR TRANSPORT CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT CO  
MERCATOR TRANSPORT CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT CORPORATIO  
TRANSPORT CORPORATION GROUPE MERCATOR TRANSPORT CORPORATION GROUPE M

## RAPPORT DE GESTION

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Corporation Groupe Mercator Transport (« Mercator » ou « la Société ») pour les périodes de trois mois terminées les 31 octobre 2008 et 2007 doit être lue parallèlement avec les plus récents états financiers consolidés de la Société et les notes afférentes. Les renseignements contenus dans cette analyse comprennent les faits importants au 5 décembre 2008, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse.

### I. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière vise à communiquer au lecteur l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Mercator, et à évaluer les perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations dans l'analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les exercices futurs, constituent, au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. Ces énoncés prospectifs, par leur nature, ne constituent pas des garanties quant aux rendements d'exploitation ou aux rendements financiers de Mercator et comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels différeront considérablement des résultats envisagés dans ces énoncés prospectifs. Ces derniers se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes comme « pouvoir », « prévoir », « avoir », « devoir », « croire », « projeter », « estimer », « planifier », « continuer » ainsi que les mots ou expressions semblables visant à dénoter les énoncés prospectifs. La Société prévient le lecteur que les hypothèses concernant les événements futurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la direction, pourraient finalement se révéler erronées.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon marquée des résultats prévus dans les énoncés prospectifs, notons les risques liés à la conjoncture, au contexte commercial de la Société et à son exploitation.

Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, ni de considérer les tendances de certaines données financières comme indicatives de l'activité future de Mercator. Étant donné les analyses et les incertitudes, les événements réels pourraient différer considérablement des attentes actuelles. La Société ne compte pas mettre à jour ni modifier ses énoncés prospectifs, ni ne s'engage à le faire, même si des événements futurs survenaient ou pour tout autre motif, sauf si la loi l'exige.

Dans le présent document, les données financières sont exprimées en dollars canadiens et sont préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR canadiens), sauf indication contraire.

## II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Dans le présent rapport, nous utilisons également certaines mesures financières non conformes aux PCGR. La Société croit que certaines de ces mesures, présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs. Ces renseignements supplémentaires permettent de mesurer le rendement de la Société. Les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées sont les suivantes :

BAIIA (1)	BAII	BAI	Flux de trésorerie disponibles
<i>Bénéfice (perte) avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement</i>	<i>Bénéfice (perte) avant intérêts et impôts sur les bénéfices</i>	<i>Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices</i>	<i>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, déduction faite des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles</i>

Ces renseignements ne devraient pas être pris en considération hors contexte et ne peuvent remplacer le bénéfice net (perte nette), les flux de trésorerie liés à l'exploitation, à l'investissement et au financement ni toute autre donnée présentée dans les états financiers à titre d'indicateurs du rendement financier ou des liquidités. Puisque ces mesures ne sont pas établies conformément aux PCGR, elles ne peuvent, comme elles sont présentées, être comparées à des mesures semblables d'autres sociétés puisque la définition adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

## III. PROFIL

Le Mercator est une entreprise spécialisée dans le service de courtage en transport, dans la logistique internationale et dans la distribution. Mercator offre des services à forte valeur ajoutée dans la gestion globale de la chaîne d'approvisionnement et conçoit des solutions sur mesure. Mercator se distingue par sa politique de proximité et l'engagement de ses collaborateurs afin de répondre avec précision aux besoins des clients.

### ➤ Principaux indicateurs de rendement

Afin d'atteindre ses objectifs et de réaliser sa vision et sa stratégie, Mercator s'efforce constamment de créer tous les leviers de croissance :

- **Augmenter ses parts de marché** : Tant par le développement interne de la Société que par la volonté de se tailler une place unique dans un environnement concurrentiel très favorable;

- **Valoriser le capital humain** : Dans la sélection de son personnel, Mercator a établi une politique d'embauche axée sur les plus hautes normes du marché, et elle mise fortement sur le multiculturalisme (90 % des salariés sont bilingues et sont titulaires de formation supérieure). Les équipes opérationnelles et commerciales sont internationales et détiennent des expertises précises et particulières (réglementations internationales, droit douanier, droit des assurances, droit bancaire, etc.)
- **Traiter avec des fournisseurs compétents et diversifiés** : Afin de conserver son indépendance et de pouvoir choisir ses partenaires en ne sélectionnant que les meilleurs et surtout les plus fiables, le Mercator fait appel à une gamme de fournisseurs diversifiés et de grande qualité.

#### **IV. FAITS SAILLANTS POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 OCTOBRE 2008**

Les faits saillants, survenues au cours du deuxième trimestre 2009, doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales des résultats de la Société.

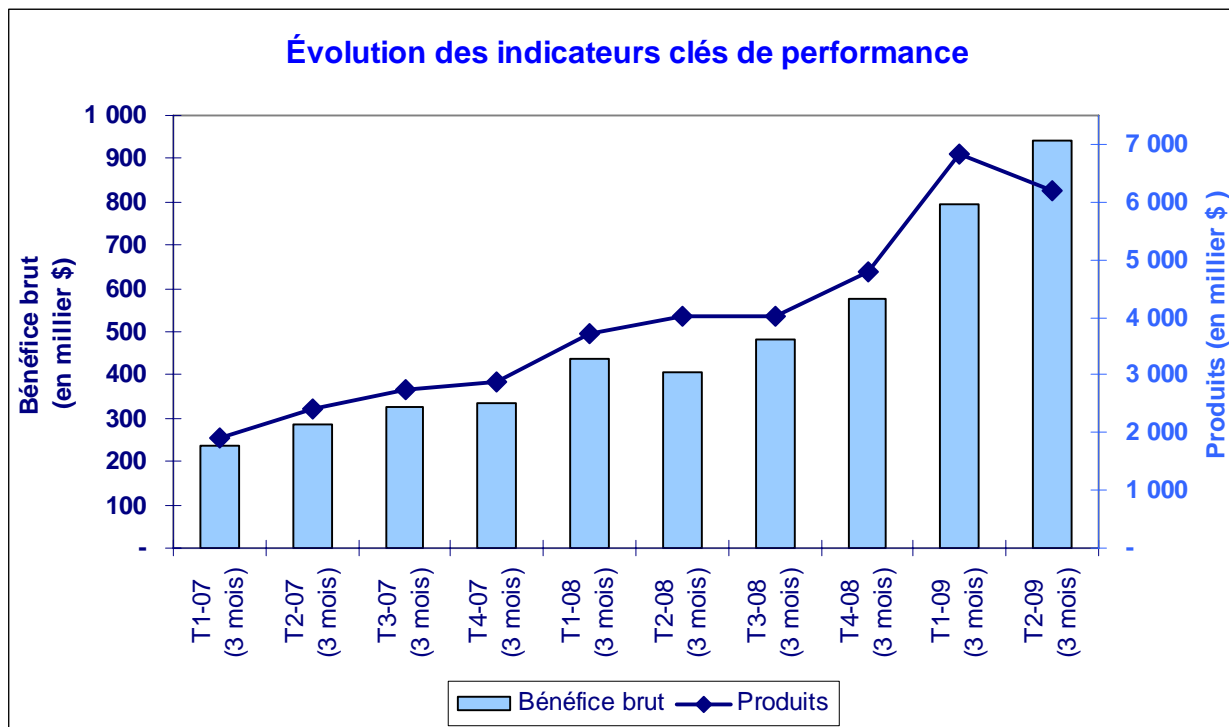
- Dans le cadre de la croissance soutenue de la Société, les revenus trimestriels ont augmenté de 2 189 000\$ (55%), pour s'établir à 6 196 000 \$ (incluant 1 323 000 \$ provenant de la division de distribution) pour le deuxième trimestre de 2009, comparativement au deuxième trimestre de 2008.
- La marge bénéficiaire brute a augmentée de façon significative s'établissant à 15,2% pour le deuxième trimestre de 2009 comparativement à 11,7% pour le trimestre précédent.
- Mercator a dégagé un BAIIA de 241 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008 comparativement à une perte de 84 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007. Cette appréciation significative du BAIIA est principalement attribuable à la croissance organique, ayant entraîné une augmentation du volume des ventes.
- La Société a inscrit un bénéfice net de 122 000 \$ (0.004 \$ par action) pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à une perte nette de 74 000 \$ (0.003 \$ par action) pour le même trimestre l'année précédente.
- En date du 31 octobre 2008, les capitaux propres s'élevaient à 1 055 000 \$, comparativement à 887 000 \$ en date du 30 avril 2008.

## V. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

Dans le cadre de la croissance soutenue de la Société, les revenus trimestriels ont augmenté de 2 189 000\$ (55%), pour s'établir à 6 196 000 \$ (incluant 1 323 000 \$ provenant de la division de distribution) pour le deuxième trimestre de 2009, comparativement au deuxième trimestre de 2008. Cette augmentation des revenus, plus particulièrement du bénéfice brut, combinée au contrôle des coûts, a permis à la Société de dépasser son seuil de rentabilité. La Société a en effet enregistré un bénéfice net de 122 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à une perte nette de 74 000 \$ enregistrée pour la même période l'année précédente.

(en milliers de dollars)	2007					2008					2009		
	T1 (3 mois)	T2 (3 mois)	T3 (3 mois)	T4 (3 mois)	Total (12 mois)	T1 (3 mois)	T2 (3 mois)	T3 (3 mois)	T4 (3 mois)	Total (12 mois)	T1 (3 mois)	T2 (3 mois)	Total (6 mois)
<b>Produits</b>	<b>1 905</b>	<b>2 414</b>	<b>2 760</b>	<b>2 879</b>	<b>9 958</b>	<b>3 719</b>	<b>4 007</b>	<b>4 021</b>	<b>4 802</b>	<b>16 549</b>	<b>6 820</b>	<b>6 196</b>	<b>13 016</b>
Bénéfice brut	236	286	326	336	1 184	437	408	481	574	1 900	795	942	1 737
BAIIA	74	(33)	(64)	(221)	(244)	(99)	(84)	(202)	(41)	(426)	78	241	319
Amortissement	7	8	8	9	32	8	10	18	26	62	31	32	63
BAII	67	(41)	(72)	(230)	(276)	(107)	(94)	(220)	(67)	(488)	47	209	256
Intérêts	3	6	10	8	27	9	8	10	10	37	9	11	20
BAI	64	(47)	(82)	(238)	(303)	(116)	(102)	(230)	(77)	(525)	38	198	236
Impôts	14	(11)	(9)	(131)	(137)	(32)	(28)	(41)	(17)	(118)	12	76	88
Bénéfice net (perte nette)	<b>50</b>	<b>(36)</b>	<b>(73)</b>	<b>(107)</b>	<b>(166)</b>	<b>(84)</b>	<b>(74)</b>	<b>(189)</b>	<b>(60)</b>	<b>(407)</b>	<b>26</b>	<b>122</b>	<b>148</b>
(en pourcentage des produits)													
Bénéfice brut	12,4%	11,8%	11,8%	11,7%	11,9%	11,8%	10,2%	12,0%	12,0%	11,5%	11,7%	15,2%	13,3%
BAIIA	3,9%	-1,4%	-2,3%	-7,7%	-2,5%	-2,7%	-2,1%	-5,0%	-0,9%	-2,6%	1,1%	3,9%	2,5%
BAII	3,5%	-1,7%	-2,6%	-8,0%	-2,8%	-2,9%	-2,3%	-5,5%	-1,4%	-2,9%	0,7%	3,4%	2,0%
BAI	3,4%	-1,9%	-3,0%	-8,3%	-3,0%	-3,1%	-2,5%	-5,7%	-1,6%	-3,2%	0,6%	3,2%	1,8%
Bénéfice net (perte nette)	2,6%	-1,5%	-2,6%	-3,7%	-1,7%	-2,3%	-1,8%	-4,7%	-1,2%	-2,5%	0,4%	2,0%	1,1%
Espèces et quasi-espèces	100	165	692	554	554	495	35	253	629	629	872	673	673
Flux de trésorerie disponible	(106)	(40)	79	(607)	(674)	(161)	(452)	102	456	(55)	534	(233)	301

Mesure financière non conforme aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR » canadiens), conformément à la définition de la page 3 de ce Rapport de gestion.



## VI. RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### Comparaison entre les résultats financiers des périodes de trois mois terminées les 31 octobre 2007 et 2008

#### Ventes

Dans le cadre de la croissance soutenue de la Société, les revenus trimestriels ont augmenté de 2 189 000\$ (55%), pour s'établir à 6 196 000 \$ (incluant 1 323 000 \$ provenant de la division de distribution) pour le deuxième trimestre de 2009, comparativement au deuxième trimestre de 2008.

Cette augmentation s'explique principalement par la croissance organique de Mercator. De plus, les prix de vente nets moyens en dollars américains et en euros ont augmenté dans la majorité de nos transactions en raison de l'augmentation des tarifs de nos fournisseurs, attribuable à l'augmentation des frais de carburant et de la rareté de l'espace cargo afférents à l'exportation à partir du Canada.

Les ventes ont pris par contre un certain recul au cours du deuxième trimestre comparativement au trimestre précédent, représentant ainsi un recul de 624 000 \$ (9%). Les besoins cycliques et saisonniers de certains clients expliquent en grande partie l'effet de recul du deuxième trimestre.

### Marge bénéficiaire brute

La marge bénéficiaire brute a augmentée de façon importante s'établissant à 15,2% en 2008, comparativement à 10,2% pour l'année précédente et à 11,7% pour le premier trimestre de 2009. La hausse de la marge bénéficiaire brute s'explique principalement par la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle adoptée en début d'exercice afin d'optimiser les achats. De plus, l'appréciation de la devise américaine et européenne a également contribué à l'augmentation de la marge bénéficiaire brute.

### BAIIA<sup>1</sup>

La Société a dégagé un BAIIA de 241 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à une perte de 84 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2007. Cette appréciation significative du BAIIA est principalement attribuable à une croissance organique ayant entraîné une augmentation du volume des ventes ainsi qu'une indemnité reçue au cours du trimestre au montant de 81 000 \$ encaissé pour un bris de conditions contractuelles comptabilisée dans la masse salariale. Le bénéfice brut a augmenté de 534 000 \$ (131%). De surcroît, les frais d'exploitation (exclusion faite de la dépréciation et des frais d'intérêt) ont subi une augmentation de 250 000 \$ (47%). Ce chiffre s'explique par l'investissement significatif effectué par la Société dans le secteur des ressources humaines en 2007-2008, sommes engagées dans l'optique de rencontrer la croissance anticipée.

### Autres écarts importants

La masse salariale a augmenté de 72 000 \$, pour s'établir à 421 000 \$ en 2008, comparativement à 349 000 \$ en 2007. Cette augmentation résulte de l'embauche de nouveaux employés, ainsi que de l'accumulation des sommes réservées aux plans de bonification des employés.

L'augmentation des créances douteuses s'explique principalement par la création d'une provision générale réservée au règlement des mauvaises créances de la Société, une provision inexistante en 2007.

Les frais de déplacement ont augmenté de 37 000 \$, pour s'établir à 70 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à 33 000 \$ pour la même période en 2007. Cette hausse résulte de l'accroissement du nombre d'employés pour lesquels des frais de déplacement sont accordés ainsi que de l'augmentation de voyages à l'étranger pour permettre de tisser de nouveaux liens avec de futurs clients et de faire l'évaluation de projets futurs.

L'augmentation de 14 000 \$ en honoraires de consultation est attribuable aux montants versés à divers consultants afin de développer les marchés internationaux.

---

<sup>1</sup> Mesure non-conforme aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR » canadiens), conformément à la définition de la page 3 de ce rapport de gestion.

L'amortissement s'élève à 32 000 \$ en 2008, tandis qu'il était de 10 000 \$ pour la même période en 2007. Cette hausse s'explique principalement par l'amortissement de droits de distribution exclusifs acquis en décembre 2007.

#### Capitaux propres

Au 31 octobre 2008, les capitaux propres représentaient 1 055 000 \$, comparativement à 887 000 \$ au 30 avril 2008, une augmentation de 168 000 \$ principalement attribuable à l'accumulation des bénéfices nets au courant des deux premiers trimestres de 2009.

### **Comparaison entre les résultats financiers des périodes de six mois terminées les 31 octobre 2007 et 2008**

#### Ventes

Dans le cadre de la croissance soutenue de la Société, les revenus ont augmenté de 5 290 000 \$ (68%), pour s'établir à 13 016 000 \$ (incluant 2 343 000 \$ provenant de la division de distribution) au cours de la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, comparé à 7 726 000 \$ pour la même période en 2007.

Cette augmentation s'explique principalement par la croissance organique de Mercator. De plus, les prix de vente nets moyens en dollars américains et en euros ont augmenté dans la majorité de nos transactions en raison de l'augmentation des tarifs de nos fournisseurs, attribuable à l'augmentation des frais de carburant et de la rareté de l'espace cargo afférents à l'exportation à partir du Canada.

#### Marge bénéficiaire brute

La marge bénéficiaire brute a augmentée de façon importante s'établissant à 13,3% en 2008, comparativement à 10,2% pour l'année précédente. La hausse de la marge bénéficiaire brute s'explique principalement par la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle adoptée en début d'exercice afin d'optimiser les achats. De plus, l'appréciation de la devise américaine et européenne a également contribué à l'augmentation de la marge bénéficiaire brute.

#### BAIIA <sup>2</sup>

La Société a dégagé un BAIIA de 319 000 \$ pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à une perte de 192 000 \$ pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2007. Cette appréciation significative du BAIIA est principalement attribuable à une croissance organique ayant entraîné une augmentation du volume des ventes ainsi qu'une indemnité reçue au cours du trimestre au montant de 81 000 \$ encaissé pour un bris de conditions contractuelles comptabilisée dans la masse salariale. Le bénéfice brut a augmenté de 891 000 \$ (105%). De surcroît, les frais d'exploitation (exclusion faite de la dépréciation et des frais d'intérêt) ont subi une augmentation de 394 000 \$ (36%). Ce chiffre s'explique par

---

<sup>2</sup> Mesure non-conforme aux principes comptables généralement reconnus au Canada (les « PCGR » canadiens), conformément à la définition de la page 3 de ce rapport de gestion.

l'investissement significatif effectué par la Société dans le secteur des ressources humaines en 2007-2008, sommes engagées dans l'optique de rencontrer la croissance anticipée.

#### Autres écarts importants

La masse salariale a augmenté de 162 000 \$, pour s'établir à 917 000 \$ en 2008, comparativement à 755 000 \$ en 2007. Cette augmentation résulte de l'embauche de nouveaux employés, ainsi que de l'accumulation des sommes réservées aux plans de bonification des employés.

L'augmentation des créances douteuses s'explique principalement par la création d'une provision générale réservée au règlement des mauvaises créances de la Société, une provision inexistante en 2007.

Les frais de déplacement ont augmenté de 56 000 \$, pour s'établir à 126 000 \$ pour la période de six mois terminée le 31 octobre 2008, comparativement à 70 000 \$ pour la même période en 2007. Cette hausse résulte de l'accroissement du nombre d'employés pour lesquels des frais de déplacement sont accordés ainsi que de l'augmentation de voyages à l'étranger pour permettre de tisser de nouveaux liens avec de futurs clients et de faire l'évaluation de projets futurs.

L'augmentation de 20 000 \$ en honoraires de consultation est attribuable aux montants versés à divers consultants afin de développer les marchés internationaux.

L'amortissement s'élève à 62 000 \$ en 2008, tandis qu'il était de 18 000 \$ pour la même période en 2007. Cette hausse s'explique principalement par l'amortissement de droits de distribution exclusifs acquis en décembre 2007.

#### Capitaux propres

Au 31 octobre 2008, les capitaux propres représentaient 1 055 000 \$, comparativement à 887 000 \$ au 30 avril 2008, une augmentation de 168 000 \$ principalement attribuable à l'accumulation des bénéfices nets au courant des deux premiers trimestres de 2009.

## **VII. SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL**

#### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont généré un total de 320 000 \$ en 2008 (absorbé un total de 222 000 \$ pour le deuxième trimestre), comparativement à une somme de 603 000 \$ absorbée à ce titre en 2007 (absorbé un total de 448 000 \$ pour le deuxième trimestre). Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont représenté une rentrée de fonds se chiffrant à 1 000 \$ en 2008 (une sortie de fonds de 462 000 \$ pour le deuxième trimestre), comparativement à une sortie de fonds de 442 000 \$ pour l'année précédente (une sortie de fonds de 375 000 \$ pour le deuxième trimestre). Cette rentrée de fonds en 2008 est principalement attribuable à l'augmentation des créances et de l'encours aux fournisseurs découlant de l'augmentation des volumes d'affaires.

### Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie représentent principalement l'acquisition d'immobilisations et d'actifs incorporels tels des logiciels et la création d'un nouveau site web corporatif.

### Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie représentent essentiellement la variation nette des emprunts bancaires, du remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition ainsi que du remboursement de la dette à long terme.

### Capacité à financer les opérations et le développement

Dans l'industrie auquel appartient Mercator, les entreprises sachant maintenir de façon constante leurs engagements obtiennent en général le crédit fournisseur nécessaire pour financer tant les opérations que le développement. Toutefois, dans le cas où la Société devrait faire face à des événements exceptionnels à financer, tels que des acquisitions ou autres, elle aura recours à des financements particuliers pour mener à terme les projets concernés. À ce jour, aucune tendance particulière ou fluctuation prévue ne risque, selon la direction, d'altérer la situation. Toutefois, si la direction envisage des transactions exceptionnelles, elle qualifiera le projet et recherchera un financement adéquat. Compte tenu de ce qui précède, la direction n'envisage pas de risque de liquidité important pour l'exercice à venir. Jusqu'à présent, Mercator ne souffre d'aucun manquement ni retard, ni d'aucune prévision d'échéance à surseoir, et chacun de ses engagements est respecté et devrait l'être. Par ailleurs, aucune obligation importante ne peut, selon la direction, avoir une influence particulière sur les flux de trésorerie.

### **Renseignements à l'égard du capital-actions**

Au 31 octobre 2008, le capital-actions émis et en circulation se compose de 27 293 335 actions ordinaires (27 293 335 au 30 avril 2008). De plus, au 31 octobre 2008, des options et des bons de souscription permettant d'acheter respectivement 1 733 334 et 125 000 actions ordinaires étaient émises et en circulation (2 008 334 et 125 000 respectivement au 30 avril 2008). Aucune option n'a été octroyée ou exercée au cours de la période. Un montant de 20 021 \$ pour 2008 (10 745 \$ pour le deuxième trimestre) a été passé en charge à titre de rémunération à base d'actions comparativement à 38 792 \$ en 2007 (19 126 \$ pour le deuxième trimestre), les crédits afférents ayant été reportés à titre de surplus d'apport.

## Obligations contractuelles et autres engagements

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, et à des contrats de location-exploitation et de location-acquisition.

En dollars	Total	2009	2010	2011	2012	2013
Dette à long terme	174 250	41 820	41 820	41 820	41 820	6 970
Contrats de location-acquisition	5 420	5 420	-	-	-	-
Contrats de location-exploitation	61 176	45 882	15 294	-	-	-
<b>Total des obligations</b>	<b>240 846</b>	<b>93 122</b>	<b>57 114</b>	<b>41 820</b>	<b>41 820</b>	<b>6 970</b>

## Transactions entre apparentés

La Société a également conclu diverses transactions avec des sociétés qui sont dirigées par des actionnaires communs. Les opérations entre la Société et ses apparentées ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

## Arrangements hors bilan et autres éventualités

La Société n'a, à ce jour, aucun arrangement important hors bilan ou autres éventualités, et n'envisage pas de s'en prévaloir dans un avenir rapproché.

## Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR »), à l'exception qu'ils ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux recommandations des PCGR en regard des états financiers annuels. Ces états financiers devraient être lus conjointement avec les plus récents états financiers consolidés annuels de la Société qui ont été préparés selon les mêmes conventions comptables, sauf pour ce qui suit :

### **Modifications récentes aux normes comptables**

#### *Stocks*

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3031, « Stocks », qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008. Ce chapitre remplace le chapitre 3030 et il établit les normes d'évaluation et de présentation des stocks. La Société a adopté cette norme avec prise d'effet le 1er mai 2008. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société, à l'exception d'informations supplémentaires qui ont été présentées.

#### *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, la Société a adopté les nouvelles recommandations comptables de l'ICCA portant sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des instruments financiers, soit le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ».

L'adoption de ces chapitres n'a eu aucune incidence sur la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

#### *Informations à fournir concernant le capital*

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, « Informations à fournir concernant le capital ». Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital, telles que : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives sur les éléments considérés comme faisant partie du capital; le fait que l'entité s'est conformée aux exigences en matière de gestion de capital auxquelles elle est soumise en vertu des règles extérieures; si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, et, le cas échéant, les conséquences de cette inapplication.

#### *Normes générales de présentation des états financiers*

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400 afin d'inclure certaines exigences relativement à l'évaluation de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation et à la présentation des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son activité. La Société a adopté cette nouvelle recommandation le 1<sup>er</sup> mai 2008.

L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur la situation financière et les résultats consolidés de la Société.

#### *Nouvelles normes comptables non encore adoptées*

##### *Adoption des normes internationales d'information financière (IFRS) au Canada*

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a ratifié son plan stratégique, lequel comprend la décision d'orienter l'information financière des sociétés ouvertes canadiennes de manière à ce qu'elle converge avec les IFRS, dans leur version publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). En vertu du plan du CNC, ce nouveau cadre de travail aura prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'information relative au plan de convergence de la Société et à son incidence prévue sera communiquée avant l'adoption, et la Société prévoit présenter certaines informations pour la première fois dans ses états financiers consolidés pour l'exercice se terminant le 30 avril 2009.

##### *Écart d'acquisition et actifs incorporels*

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Ces nouvelles exigences s'appliqueront aux états financiers des périodes intermédiaires et des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008. La Société adoptera ces nouvelles normes à partir du 1<sup>er</sup> mai 2009. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

## **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information de la Société et à la conformité de cette information aux PCGR dans les états financiers de la Société. Le Chef de la direction et le Chef de la direction financière ont effectué une évaluation afin de déterminer si la Société a, au cours de la période terminée le 31 octobre 2008, apporté des modifications à ce mécanisme de contrôle qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification de ce genre n'a été cernée à partir de leur évaluation.

## **Contrôle et procédures de divulgation de l'information**

Sous la supervision et avec la participation du Chef de la direction et du Chef de la direction financière, la Société a évalué l'efficacité des procédures qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes dont elle se sert pour gérer la communication de l'information au 31 octobre 2008. Ils ont conclu que ces procédures et mécanismes sont adéquats et efficaces, et qu'ils procurent une assurance raisonnable.

## **Gestion des risques**

Les risques ci-après, gérés activement par la direction de la Société, pourraient modifier ses projets :

### Risque d'inflation

La Société estime ne pas être exposée à un risque inflationniste dans la mesure où la variation à la hausse des taux de fret, attribuable à l'inflation, est prise en compte dans ses tarifs de vente. Cette répercussion n'est pas immédiate, compte tenu du délai nécessaire pour modifier les tarifs.

### Risque de change

La Société est exposée à la fluctuation des taux de change découlant de la conversion des revenus, des dépenses, des actifs et des passifs libellés en devises étrangères, ainsi que d'opérations effectuées en devises étrangères. Le dollar américain (USD) est la devise utilisée de 70 % à 80 % du temps par Mercator pour effectuer ses transactions commerciales.

Le dollar canadien (CAD) est la seule devise utilisée pour régler les dépenses relatives à son exploitation. Le risque de change est donc un facteur à considérer compte tenu des volumes financiers.

La Société peut conclure des contrats à terme sur devises dans le but de contrer les fluctuations du taux de change, en conformité avec la politique qu'elle a établi à cet effet. L'objectif visé par la Société en ce qui a trait à la gestion du risque relié à sa monnaie fonctionnelle consiste à instaurer une couverture naturelle partielle entre les différentes entités du Groupe. Au 31 octobre 2008, la Société avait conclu des contrats sur devises afin de se protéger, en partie, des fluctuations des marchés monétaires.

### Risque lié aux opérations défailtantes

La Société estime ne pas être exposée à un risque opérationnel important dans la mesure où elle est couverte par une assurance E&O (erreur et omissions) couvrant toute faute professionnelle, quelle qu'elle soit. L'entreprise fait partie d'une association de professionnels CIFFA qui exige une telle assurance.

### Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société atténue ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin d'atténuer ce risque, la politique de crédit de la Société est la suivante :

- Analyse financière des clients.
- Politique de crédit très stricte et assidue à l'intention de tous ses clients.
- Réexamen mensuel, auprès des sociétés de crédit, des indices de crédit et de paiement de tous ses clients importants.
- Dilution importante des clients. Selon les politiques de Mercator, le client représentant le chiffre d'affaires le plus important ne devrait pas dépasser, de façon systématique, plus de 10 % des produits. Par conséquent, cela atténue le risque lié à une mauvaise créance.
- Sélection des clients faisant partie d'une stratégie marketing bien établie.

En conclusion, la direction estime que l'ensemble de ces mesures permet d'évaluer de façon adéquate le risque associé à un client en particulier, et les conséquences possibles sur les résultats de l'entreprise.

### Risques liés à la dépendance relative à la direction

L'ensemble de la Société étant sous la direction d'une équipe limitée de personnes clés, l'entreprise est soumise aux risques de démission, de décès, d'invalidité ou d'autres facteurs personnels susceptibles de toucher ces personnes.

La Société, dans le cadre de sa croissance, prévoit s'adjoindre des personnes chevronnées qui s'ajoutent aux dirigeants en place, et ainsi atténuer ces risques.

### Risques liés aux acquisitions prévues

Puisque la direction envisage de procéder à des acquisitions stratégiques, il est probable que d'une part, les risques inhérents à une acquisition se réalisent, et d'autre part, que l'intégration des sociétés acquises ne se réalise pas selon les prévisions établies par la direction.

### **Analyse prospective**

La direction envisage pour l'instant que la tendance du dernier trimestre sera maintenue dans le cadre de la croissance interne.

Vous trouverez davantage de renseignements concernant la Société en consultant le site de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).